

**CIBLE**

## SYMBOLES

**L**e moins possible de symboles ! disait Michel Rocard peu après son arrivée à Matignon. Le Premier ministre voulait sans doute manifester ainsi son souci de « réalisme » qui fonde sa méthode de gestion au cas par cas.

Or la réalité politique est d'abord symbolique, perçue et vécue comme telle par l'opinion, comme le montre cette affaire du foulard qui n'a pas fini de nous passionner et de nous diviser, et qui a des conséquences politiques sérieuses comme on l'a vu à Marseille et à Dreux.

Face à des débats qui touchent aux symboles, aux principes et à l'identité même du pays, la méthode Rocard se trouve prise en défaut : on ne gère pas les symboles, on n'administre pas les passions, on ne diffère pas les réponses aux questions fondamentales que la société se pose sur elle-même.

Notre pays a sans conteste besoin d'être géré. Il doit aussi être gouverné selon un projet et par des décisions effectivement politiques.

# Les enfants de la télé



## Question

### L'avenir des communistes

(page 12)

## Evolution

### L'Europe bouleversée

(p. 2 et p. 4)

# Face à l'Europe en mouvement

**D**ans l'entretien qu'il accordé à « Paris-Match » (supplément au n°2114) le président de la République observe que « au cœur de ce tumulte (européen) rares sont les points fixes ». Et de souligner le risque, pour les pays de la Communauté européenne, d'être « entraînés dans le maelstrom ». Tumble ? Maelstrom ? Si le chef de l'Etat se réjouit de la « force révolutionnaire de la liberté » qui anime les peuples d'Europe de l'Est et qui défait un ordre établi, « celui d'une Europe dépossédée d'elle-même », il ne peut manquer de souligner qu'un équilibre se trouve détruit, qu'il faudra remplacer par un autre. « Avant d'y parvenir, l'Europe traversera des turbulences, des crises. On aura grand besoin d'imagination et de sang froid. Bref, les difficultés commencent ».

Ces difficultés résultent aux yeux du Président d'une « contradiction qui veut que les alliances restent ce qu'elles étaient, les puissances dominantes aussi, même si les commandes répondent de moins en moins, tandis que, arbitrairement coupée en deux, sa frontière intérieure passant en son milieu, séparant des systèmes philosophiques, politiques, économiques et so-

**Le chef de l'Etat est-il inquiet, ou optimiste ? Trop prudent, ou trop aventureux ? Telles ne sont pas les bonnes questions.**

ciaux contraires, sinon contradictoires, l'Europe tout entière s'est mise en mouvement ». Et de prévenir: « maintenant, les centres de pouvoir vont se multiplier. Chacun voudra obéir à sa loi. Nous allons traverser une période de grande tension ».

Faut-il en conclure que François Mitterrand est en train de nous préparer au pire ? Non pas. Prendre la mesure des risques n'est pas s'y résigner, et c'est au cœur de la tourmente qu'il importe de prendre des repères. Quels sont-ils ? Quant à l'équilibre européen, le premier point est que « l'Union soviétique, il serait fou de l'oublier, est toujours là », ce qui signifie que sa présence, son poids, sa volonté continuent d'être des éléments déterminants en Europe. Le Président prend en effet soin de noter que le Premier ministre polonais « n'a pas perdu de temps pour affirmer que son pays restait un fidèle allié de l'Union soviétique, au sein du « pacte de Varsovie » et que, en ce qui concerne une hypothétique réunification allemande, « la volonté du peuple

allemand ne peut se passer de l'accord des Etats, des Etats allemands comme des Etats garants du statut allemand », parmi lesquels se trouvent notamment la France et la Russie...

Le second point est que Gorbatchev a une politique, qu'il est pressé de voir aboutir. Laquelle ? « Il veut éliminer les risques de guerre, chaude ou froide, et se consacrer à ce qui est pour lui l'essentiel: la restauration économique de son pays et sa modernisation, ce qui suppose son ouverture au monde extérieur ». Cette politique est contrariée par le réveil des nationalités dans l'empire et par la lourdeur de la bureaucratie soviétique. Le Président n'ignore pas l'échec possible de Gorbatchev, mais est décidé à « accroître ses chances de réussite ».

Pas de complaisance ni de fascination dans ce vœu. Après avoir rappelé que Gorbatchev « se situe lui-même dans la tradition de Lénine », et qu'il défend les intérêts de son pays, le Président souligne que la France doit accorder son soutien « sans fermer les yeux ni baisser la garde ».

Dernier point d'équilibre, non le moindre: la C.E.E. qui doit très vite parachever son unité. Le thème est connu. Ce qui l'est moins, c'est que le Président fonde la construction communautaire sur les nations, et non contre elles: l'expérience communiste, précise-t-il, « prouve qu'on ne joue pas avec les réalités nationales, ni avec les identités culturelles. L'Europe unie devra se souvenir de cette leçon ». Il importait de citer longuement ces déclarations, dont chaque mot compte. Avant de juger une politique, il faut connaître l'analyse qui la fonde.

Sylvie FERNOY

**3 et 4 Février : Congrès de la N.A.R.  
Adhérez !  
pour pouvoir participer au Congrès**

## royaliste ♦

SOMMAIRE: p. 2: Face à l'Europe en mouvement - p.3: Vous avez dit égalité ? - Grégoire au Panthéon - p.4: La fin de l'Europe des commissaires - p.5: Courrier - 6-7: Entretien avec Ségolène Royal - p.8: Louise reine des Belges - La pudeur de l'histoire - p.9: Lapolitique selon Vaclav Havel - p.10: Bram Van de Velde - Le temps des Gitans - p.11: Action royaliste - p. 12: Editorial: L'avenir des communistes.

REDACTION-ADMINISTRATION  
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
☎(1) 42.97.42.57  
Dir. de la publication: Yvan AUMONT  
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772  
Diffusion NMPP - Imprimé en France

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) \*

(\*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Profession: ..... Date de naissance .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

## Bicentenaire (suite)

# Vous avez dit égalité ?

Le document publié le 22 novembre par le Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts (CERC) laisse planer quelque inquiétude quant à l'évolution sociale de notre pays.



**E**n fait, le très sérieux rapport du CERC ne fait que confirmer ce dont chacun se doutait, à savoir que depuis 1985 (l'étude porte sur les années 1974-1988) les inégalités ont recommencé à s'accroître dans de nombreux domaines. Certes les revenus ont globalement augmenté et la France semble sortie d'une crise (qui avait souvent bon dos), puisque les entreprises ont recommencé à investir et, parfois, à embaucher. Il faut s'en féliciter car il est théoriquement plus facile de réduire les inégalités en période de croissance que dans une phase de récession.

Théoriquement, car il n'en demeure pas moins que nombre des faits énumérés sont choquants :

- A une forte croissance des revenus mobiliers (actions, obligations, et autres SICAV), lesquels ont plus que doublé entre 1982 et 1988, s'oppose une infime progression (voire une baisse en francs constants) des rémunérations d'activités ; autrement dit, pour parler comme G. Marchais, des revenus des « travailleurs » salariés ou indépendants.

- Selon le CERC « cet arrêt brutal de la croissance des salaires... provient également de la politique de maîtrise des coûts salariaux qui a été préconisée et appliquée par les gouvernements successifs depuis 1982 ».

Chacun comprendra aisément la signification profonde de ces termes diplomatiques.

- Dans le secteur privé, alors qu'il s'était régulièrement resserré depuis deux décennies, l'éventail des salaires s'est à nouveau élargi à compter de 1985. Nous comptons pourtant déjà parmi les plus inégalitaires des pays d'Europe occidentale. On n'arrête pas le progrès...

- Enfin, mais cette liste n'est pas exhaustive, « l'écart moyen des salaires entre hommes et femmes qui ne cessait de se réduire depuis le début des années 70 s'est stabilisé à partir de 1984 ». Ici, le progrès s'est arrêté.

Dans quelle mesure ces tendances sont-elles le fruit de la nouvelle « idéologie » libérale qui s'est imposée ? Constatons que tout se passe comme si on disait au Français moyen : travaille, tais-toi et épargne pour devenir un bon petit capitaliste. L'Europe libérale, telle qu'elle ressort de l'acte unique, va dans ce sens. Quant à l'Europe sociale...

Si les plus graves inégalités naissent des crises, les explosions résultent parfois de l'aveuglement, de l'égoïsme et du refus de partager plus équitablement les fruits de la croissance. Il serait peut-être temps de s'en souvenir. Quelles qu'aient été les équipes au pouvoir pendant la période considérée.

Alain SOLARI

## Aberration

# Grégoire au Panthéon

Avant de mettre le célèbre abbé au Panthéon, il aurait fallu prendre soin de lire son Essai, qui témoigne d'un antisémitisme méthodique.



■ L'abbé Grégoire : un précurseur des antisémites du XXème siècle.

prononcés». Et de nous prévenir ensuite du « danger de tolérer les Juifs tels qu'ils sont, à cause de leur population » (chapitre IX), « à cause de leur aversion pour les autres peuples, et de leur morale relâchée » (chapitre X), « à cause de leur commerce et de leurs usures » (chapitre XI).

Quant à la religion, le bon abbé estime que « la synagogue a cependant enfanté une espèce de mythologie qui, à la vérité, n'est point assez riante pour en faire excuser la sottise ». Aussi souhaite-t-il que l'on publie des ouvrages « pour cribler les puerilités mystiques du rabbinisme, pour les marquer au coin du ridicule, et substituer aux extases du délire les fruits d'une raison lumineuse ».

Ce qui est lumineux, c'est la politique de l'abbé Grégoire : non content de reprendre les préjugés de l'antisémitisme, il en applique méthodiquement le programme. L'abbé n'est pas l'homme tolérant que l'on se plaît à décrire, ni le libérateur d'un peuple opprimé : en homme des Lumières, il est hostile à la liberté religieuse, à la liberté des communautés, et l'émancipation qu'il souhaite n'est qu'une dissolution dans une citoyenneté abstraite. Comme le dit l'historien Pierre Birnbaum, la solution qu'offre l'abbé Grégoire, « c'est l'entrée dans l'espace public au prix de la destruction identitaire » (1).

Par quelle aberration veut-on aujourd'hui glorifier cet homme, ses préjugés, et sa politique ?

Annette DELRANCK

(1) Cf. Revue Lignes n°4 (octobre 1988) et notre entretien avec Patrick Girard sur la Révolution française et les Juifs (Royaliste n°518)

# La fin de l'Europe des commi

**La fin des commissaires de l'Est signe celle de ceux de l'Ouest, c'est-à-dire de la Commission de Bruxelles dans sa prétention à tout régenter.**

**L**a CEE menacée. Est-ce la fin de la CEE ? Curieuse cette campagne de presse orchestrée depuis Bruxelles après les événements de RDA, comme s'ils signifiaient un mauvais coup porté à la Communauté et une victoire pour Moscou inquiet du marché unique, alors même qu'ils sont la marque de l'attraction formidable de cette Europe de l'Ouest ! Pourquoi donc ce vent de panique dans les couloirs de la Commission et ces propos hâtifs sur l'accélération de l'Europe fédérale, comme si l'on redoutait que l'objectif était soudain dépassé avant que d'être atteint ?

L'Europe politique n'est pas menacée mais seulement une certaine conception de celle-ci. Nous n'avons jamais partagé l'opinion que la construction européenne était une réponse à l'Est. La CECA, la CED, la supranationalité, ont certes été conçues comme des machines de guerre contre une Allemagne réunifiée et neutralisée alors défendue par les sociaux-démocrates de Schumacher contre Adenauer. Cette Europe-là seule est condamnée par l'évolution de la RDA. En pleine lumière est apparue en un éclair l'étrangeté, l'extériorité, des services de la Commission par rapport à ce qui se passe à l'Est. Le pouvoir réel est repassé aux mains des ministres des affaires étrangères, des chefs de gouvernements. Aux premiers, les débats technocratiques sur la teneur en goudron des cigarettes, la dimension des essieux, les trois cent directives. Mais plus un mot dans les conseils, qui ne seront que politiques !

Finie également la méthode Delors inspirée de la méthode

Monnet, c'est-à-dire l'habitude d'avancer masqués, de parler d'une chose en en sous-entendant une autre, d'endormir à force de somnifères techniques pour atteindre un objectif tout ce qu'il y a de plus politique. Finie l'Europe des leurres, de la tournure d'esprit contournée, oblique, affectée d'un strabisme persistant qu'on attribuait jadis au MRP. Dans la panique des derniers jours, le masque est tombé.

On parlait union monétaire. Il a bien fallu avouer que l'on sous-entendait fédéralisme, parce qu'une Banque Centrale ne se conçoit pas sans un pouvoir politique et que le SME se situe hors des traités: péché originel, péché capital, hérésie que l'union monétaire puisse échapper non certes au politique mais à la technocratie de Bruxelles, surtout pour un ancien cadre supérieur de la Banque de France ! L'enjeu de la conférence intergouvernementale sera de choisir de donner le pouvoir sur ce point capital encore une fois à l'unique commission ou à un organe indépendant qui pourrait être simplement un conseil des ministres des Finances, sinon des gouverneurs des banques centrales nationales.

De la même façon le discours sur l'Est n'est que figure de rhétorique pour donner l'impulsion définitive à une réforme institutionnelle, à ce que l'on s'empare, outre de la monnaie, des problèmes de défense, et à la fermeture jusqu'en 93 au moins sur les seuls Douze, toutes propositions qui vont directement à l'encontre du pseudo-discours sur l'Est.

Enfin le coup de génie de Delors: viser la proie la plus

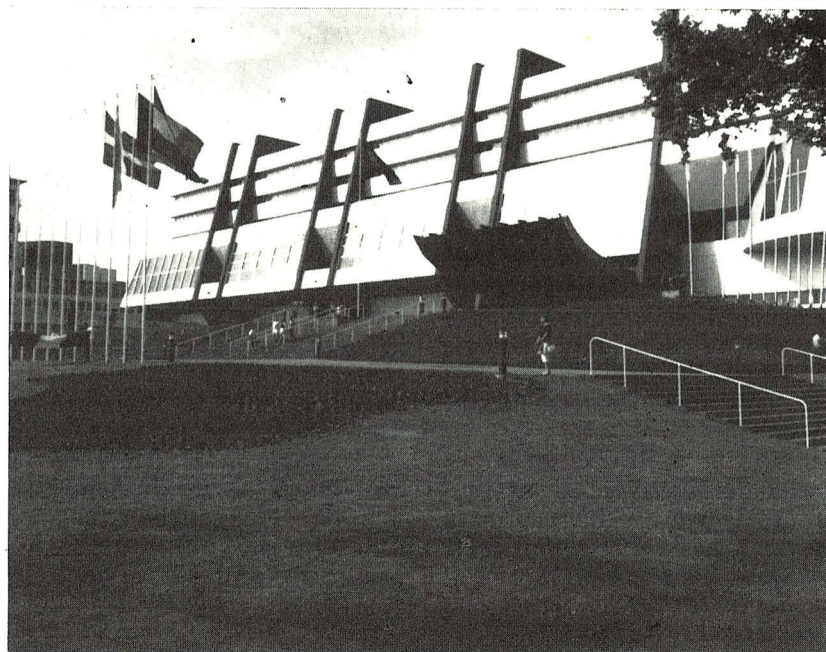
facile pour lui, Margaret Thatcher, en donnant dans le « social » et l'anti-américanisme. La Dame de fer ne demandant pas mieux que de se mouler dans le personnage du « baddie » (le mauvais), alors qu'il s'agit en réalité d'abattre les prétentions germaniques comme au bon vieux temps de la CECA et de la CED ! Rien de plus efficace que ces perspectives tronquées comme ces jeunes filles coquettes qui se font accompagner d'un laideron. Il faut refuser ces fausses alternatives dans lesquelles on veut nous enfermer, dont l'un des termes n'est qu'un repoussoir, un faire-valoir. Il est faux qu'on n'ait le choix qu'entre l'inertie et le fédéralisme.

On verrait toute la différence si l'on avait à Londres un premier ministre conservateur mais bon européen, pragmatique intelligent, un Heseltine qui révèle aussitôt un Delors de parti-pris (1). L'image excellente donnée par les commissaires britanniques tels un lord Cockfield, véritable concepteur du marché unique, qui lui faisait de l'ombre, ou son successeur,

Leon Brittan, qui a réagi sur la RDA très différemment de lui, montre l'atout que pourrait constituer une Angleterre européenne, et que la Commission ne se réduit pas au miroir narcissique qu'on nous présente : Delors réfléchissant Delors.

Au lieu de disparaître dans les sables mouvants de ce consensus de commande, il faut traverser les contradictions, en les assumant comme telles plutôt qu'en les refoulant, préférant la méthode du Politique, grâce à laquelle De Gaulle avait fait réellement avancer la construction européenne en bloquant l'autre conception, cette méthode digne du divan psy... Serons-nous les seuls européens dans le bon sens du terme ?

Approfondissement ou élargissement ? Comme Pompidou à La Haye en 1969, nous n'avons pas à choisir. Ne rien lâcher sur l'union monétaire pas plus à Mme Thatcher, qui n'en veut pas, qu'aux Allemands, qui ne la veulent qu'à leurs conditions (2), tous deux dans un sens opposé jouant du chantage à l'Est, alors que l'ouverture de la



## ssaires

RDA redonne sa chance à une convergence nouvelle des politiques économiques et donc monétaires, la RFA étant contrainte à une politique d'expansion et de relance que nous appelions de nos vœux («L'Allemagne paiera-t-elle ? N°490»).

Mais en même temps ne pas laisser à la porte jusqu'en 93 au moins, un candidat tel que l'Autriche. La technobureaucratie de la Commission bloque parce qu'elle croule sous un appareil réglementaire la plupart du temps dérisoire qu'elle a elle-même suscité selon le principe de toute bureaucratie; le président Mitterrand, parce qu'il garde le mauvais souvenir de ces conseils engorgés parce que cette même bureaucratie ne sait que faire remonter les dossiers. La candidature de l'Autriche est le type même de dossier qui justifie d'un traitement politique, d'un saut qualitatif. Pour mieux dissimuler les questions techniques de trafic routier et d'essieux, on nous objecte la défense (la fameuse neutralité du traité de 1955) comme si l'Europe de 93 était celle de la CED (de la même époque) et non, jusqu'à plus ample informé, celle du marché unique. Quelle ironie à la veille de la présidence des Douze par...l'Irlande également neutre!

On préfère concéder un point à la diplomatie soviétique qui, inquiète de la candidature autrichienne, a aussitôt allumé le contre-feu d'une CSCE avancée à 1990: la belle affaire, avant que les pays de l'Est se soient tous donné un gouvernement authentiquement représentatif. On nous excusera de répéter ce que nous écrivions ici, il y a six mois (N°518: Quand l'Europe sera une...): «Par contraste avec l'exposé de la maison commune, il faut affirmer la nécessité d'une évolution des systèmes

politiques puis économiques, ce qui impliquera des rapprochements politiques de l'un ou de l'autre avec la Communauté européenne, et pas exclusivement la CSCE, c'est-à-dire le plus petit commun dénominateur militaire, économique et humanitaire, ni même le Conseil de l'Europe. L'adhésion de l'Autriche à la CEE sera un signe en direction de la Hongrie qui a aboli le rideau de fer sur sa frontière occidentale, ce qui explique la gêne de Moscou devant cette initiative.» Un signe aujourd'hui en direction de la RDA et de la Tchécoslovaquie qui viennent de faire de même.

La vieille Europe repue est-elle devenue frileuse ? Elle a comme peur de cette force nouvelle qui vient de lui être donnée. Elle en serait presque à quêter son admission en tiers à Malte alors qu'il est trop tard pour qu'aucun accord entre les deux super-grands puisse changer quoi que ce soit à sa marche (cf. Bjorkoe). Les hommes politiques de notre Europe ne se sont pas encore aperçus qu'ils sont majeurs et émancipés. Mais le roi est nu.

Y. LA MARCK

(1) Interview de Delors à «L'Express» du 9 juin 1989 où formulant les deux hypothèses de «rééquilibrage constitutionnel» déclaré nécessaire pour 93, il présente la sienne «dans le droit fil de la pensée des pères du Traité de Rome», la Commission de Bruxelles érigée en gouvernement responsable devant le Parlement, la seconde la formule intergouvernementale avec un conseil des ministres représentant les gouvernements, organe de décision, la Commission étant maintenue dans ses pouvoirs actuels, et comme le proposait alors Heseltine, le challenger conservateur de Mme Thatcher, une seconde chambre représentant les parlements nationaux. Delors avoue de cette seconde hypothèse: «je ne suis pas le mieux placé pour en parler parce qu'elle n'est pas à l'avantage de la Commission».

(2) Sur l'Union monétaire voir N°518: Contradictions monétaires en Europe.

## L'affaire des foulards

Nos lecteurs ont été très nombreux à nous écrire à propos de l'affaire des «foulards islamiques», réagissant à notre prise de position et nous donnant leur opinion. De cet abondant courrier nous extrayons quelques lettres en nous continuerons cette publication dans notre prochain numéro.

Déçu. Oui, vous m'avez déçu ! La prise de position officielle du Conseil National de la NAR sur l'affaire des foulards est tellement banale et molle qu'on la croirait sortie de la plume d'un politicien de canton ... Et pourtant quand j'avais lu dans «Royaliste» l'article de Sylvie Fernoy et surtout celui de Luc de Goustine sur le sujet, je m'étais réjoui: enfin une position intelligente et nette sur un sujet qui intéresse tout le monde. J'avais distribué des photocopies de l'article dans ma classe et notre professeur de français avait organisé un débat autour: tout le monde parlait de «Royaliste» !

Un lycéen (Albi)

Je vous épargne le sempiternel «Bravo pour votre journal ...». Je vais essayer de vous montrer comment un lycéen de 18 ans perçoit votre journal. Avant tout, l'article de Sylvie Fernoy, dans le numéro 523, sur «l'affaire des foulards» est très bien perçu. Je pense que la laïcité combattante est contraire à la déclaration des droits de l'homme qui devrait primer face à cette philosophie douteuse dont Jules Ferry semble être le Socrate. Pourquoi l'école ne devrait-elle pas accepter les diversités ? C'est justement cela qui fait la richesse de l'enseignement. Cela me touche d'autant plus que je suis dans un lycée public où si je portais une fleur de lys à la boutonnière, je serais immédiatement convoqué par le proviseur alors que certains de mes camarades se promènent avec des badges communistes. (...) Dans un lycée où l'on étiquette, je suis un facho, et quand j'exprime mes opinions je suis un gauchiste ! On me traite de facho parce que je parle du comte de Paris, de la nécessité d'avoir une continuité dans l'Etat, et lorsque je défend la cause des arabes et autres choses que nous défendons tous à «Royaliste», le respect de la personne humaine, on me traite de gauchiste. (...) Vous vous faites des illusions, le mythe républicain est loin d'être mort ! Il faut attendre la deuxième année de fac d'histoire pour que l'on dise la vérité sur Louis XVI...

J.-V. P. (Le Puy)

Dans l'affaire des foulards, la position de Sylvie Fernoy et de Luc de Goustine, à vrai dire, ne m'a pas étonné. Néanmoins j'espérais qu'après la première réaction dans le sens de «l'anti-anticléricalisme» «Royaliste» rectifierait le tir en convenant qu'il s'agit beaucoup moins de la reconnaissance de la diversité religieuse que de s'entendre sur les limites du droit à la différence. La négation de ce droit, négation orgueilleusement affirmée par toute une tradition française, qui dépasse largement la

famille jacobine (Clermont-Tonnerre, l'auteur du célèbre «Tout reconnaître aux juifs comme individus, rien comme nation» n'était pas jacobin), a engendré une salutaire réaction qui s'est exprimée, entre autres, à travers «S.O.S. Racisme». Mais si je vous accorde volontiers que cette réaction est jusqu'ici plus présente dans le discours des esprits éclairés que dans le comportement social quotidien, il reste que, même dans le discours, il faut savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin.

Ne plus interdire, au nom d'une conception étroite de la neutralité scolaire, une croix ou un maguen-David en sautoir, cela a été assurément une évolution positive et il est bien clair que dans cet ordre d'idées la vue d'une étoile et/ou d'un croissant ne devrait également choquer personne. Mais dans toute société réelle les traditions culturelles, les traits de civilisation s'organisent autour d'un noyau constitué à partir des croyances et des habitudes des plus nombreux et en tout cas des plus anciens, auxquels se sont successivement agrégées et intégrées les populations venues de l'extérieur. En France le signe du respect pour ce qui est transcendant, religieusement ou socialement, c'est le front nu. On ôte son chapeau en entrant en classe, parce qu'on l'a ôté d'abord, c'est vrai, à l'église ou au temple (et si ce n'est vous ce sont vos pères), mais c'est ainsi.

Juif, le chose me surprend: instinctivement le front nu évoque pour moi l'audace, la liberté de ton et de conduite, aussi devant Dieu je dissimule mon front avec effroi. C'est exactement ce que je fais en franchissant le seuil de la synagogue. Ailleurs, à l'église où j'assiste à la messe d'un collègue disparu, au Palais de Justice ou à l'école c'est l'inverse. J'ai les deux codes et, tout compte fait, je crois que c'est une richesse plus qu'une contrainte. Si au contraire je tiens à ce que mes enfants portent la kippa non seulement à la maison mais aussi à l'école, au collège ou au lycée je dois les inscrire dans un établissement juif.

Il aurait été beau, à mon sens, qu'au lieu de se déchirer en s'accusant mutuellement de «laïcisme» ou de «laxisme» la classe intellectuelle française eût été unanime à encourager avec les familles musulmanes concernées un dialogue fraternel et sans démagogie sur le respect et les limites du droit à l'identité. Peut-être que le plus sage aujourd'hui serait après tout de tirer un trait sur l'affaire du foulard mais de faire la chaîne avec vigilance en vue du prochain dépassement. Beaucoup de partisans de la tolérance à l'égard du foulard ont justifié leur position en affirmant qu'en tout cas ils n'iraient pas plus loin. Croyons en la fermeté de leurs convictions.

R.A. (Montauban)

## Ségolène Royal :

### « Il faut exiger

### une télévision de qualité »

● **Royaliste:** Le débat à l'origine duquel vous vous trouvez, résulte-t-il d'un constat d'ordre général ou d'une expérience personnelle ?

**Ségolène Royal:** Les deux à la fois. J'aime beaucoup la télévision, je la regarde souvent et je trouve, lorsqu'elle propose de bons programmes, qu'il s'agit d'un outil fantastique d'épanouissement et d'ouverture. Mais j'observe, depuis la vague des privatisations, que la télévision s'est dégradée: on a multiplié le nombre de chaînes alors que, dans le même temps, la qualité n'a pas augmenté.

Par ailleurs, on constate une domination des marchés internationaux qui aboutit à la situation suivante: ce qu'on voit à la télévision française est décidé ailleurs, par des marchands d'images dont le seul souci n'est pas la qualité mais la rentabilité. Dès lors les responsables de chaînes françaises n'ont pas tellement le choix, et quand bien même l'auraient-ils, qu'ils achèteraient ces programmes sans trop se poser de questions, pour s'assurer un taux d'écoute plus important que les concurrents; d'où l'impressionnante quantité d'images bêtifiantes.

● **Royaliste:** Le sujet de votre livre concerne cependant plus particulièrement le public des enfants.

**Ségolène Royal:** Pour ce qui concerne les enfants, les chiffres montrent qu'en moyenne, les enfants passent davantage d'heures devant la télévision qu'à l'école: 1000 heures en moyenne par an contre 800. Ils font partie de l'univers télévisuel, mais les émissions enfantines ne font jamais l'objet d'une priorité. C'est toujours, même pour les chaînes publiques, un aspect résiduel de la programmation. J'en veux pour preuve que dès qu'il manque de l'argent ailleurs, on le ponc-

tionne sur le budget consacré aux émissions pour enfants. Cela n'est pas normal: on utilise ce public en or que sont les enfants parce qu'ils regardent tout, ils gobent tout et par conséquent, on ne fait aucun effort pour eux. Ils sont, en quelque sorte, victimes de leur propre qualité de spectateur.

● **Royaliste:** Récemment «Télérama» (1) a publié un dossier complet sur ce sujet. Si certains points sont proches du vôtre, on trouve également des gens pour dire que la télévision n'a qu'une influence minime sur les enfants.

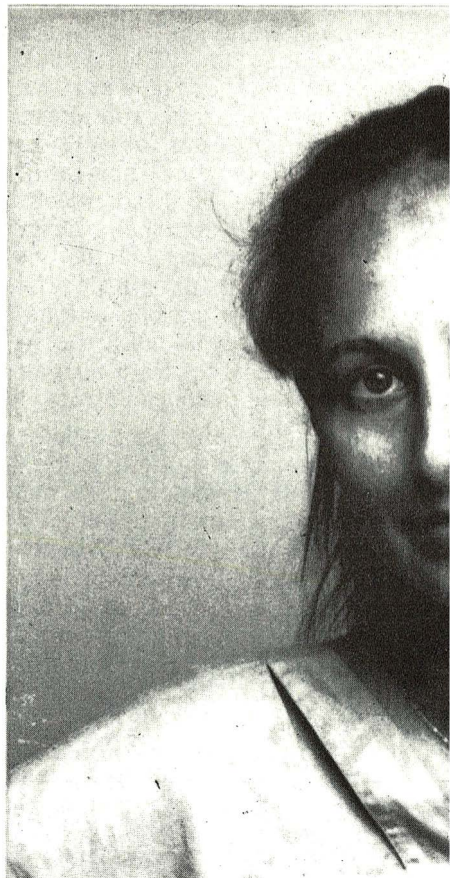
**Ségolène Royal:** Je suis frappée de voir que les gens qui prétendent que la télévision n'a qu'une faible influence sont des gens qui n'ont jamais regardé, ne serait-ce qu'une minute, une émission pour enfant. Quant à l'ensemble du dossier réalisé par «Télérama», plusieurs choses m'ont choquée. D'abord, ils m'ont interviewée, dans un premier temps, puis censurée par la suite, parce que je citais «Télé 7 jours» dans mon livre. J'ai même eu la stupeur de retrouver, dans les propos que tient le docteur Chevalier, des passages de ma propre interview et de constater que tous les chiffres qu'il cite sont tirés de mon livre.

Ensuite, «Télérama» fait référence à une étude réalisée par le Centre d'études et de communication de Dijon (1). C'est la première fois que j'entends parler de l'existence de ce centre. Une question se pose: s'agit-il d'un bureau d'études indépendant ou bien est-ce un centre qui travaille pour un fabricant de programmes ou un publicitaire. De nombreuses pseudo-études de ce genre ont été publiées; il y en a même une, parue dans la revue «Naître et grandir», commandée par une maison de production de programmes télévisuels japonais, également fa-

bricant de jouets (les deux activités sont souvent liées économiquement) qui conclut que l'univers des dessins animés japonais fait partie intégrante de la culture des enfants. Cela est faux, les dessins animés japonais ne sont pas la culture des enfants, ils sont la résultante d'une décision prise par une poignée de programmeurs par rapport à ce que pourrait proposer une télévision enfantine.

Enfin, Télérama accorde une place non négligeable au dernier livre de Liliane Lurçat qui adopte, vis-à-vis de la violence à la télévision, une position proche de la mienne, à la seule différence qu'elle n'aime pas la télévision. Cette attitude est significative du fait que de nombreuses personnes qui critiquent la télévision, à juste

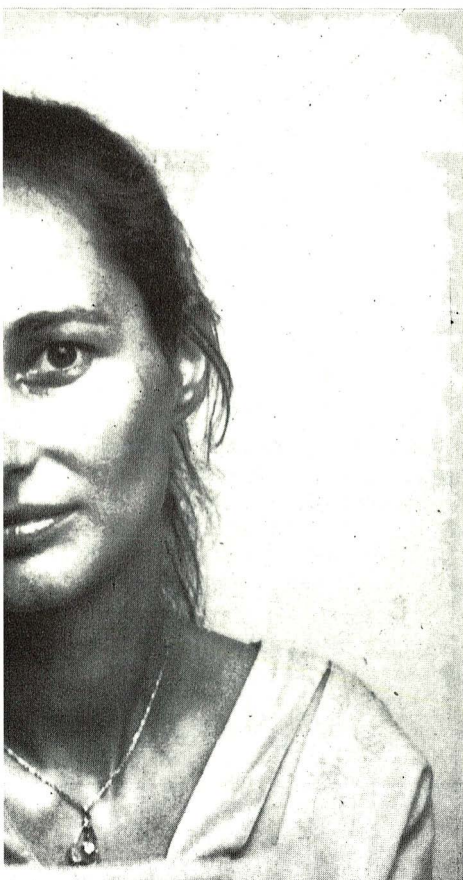
**A**vec «Le ras le bol des bébés zappeurs», Ségolène Royal, ex-conseillère à l'Elysée et actuelle députée des Deux-Sèvres, lance, aux parents, un cri d'alarme: si on ne peut décemment pas empêcher les enfants de regarder la télévision, on peut au moins exiger d'elle des programmes de qualité. Les solutions qu'elle propose semblent peu réalistes et un tantinet angéliques. Il n'en demeure pas moins qu'elle a le mérite d'introduire, dans le débat politique, une préoccupation jusque-là inexistante.



té »

titre d'ailleurs, rejettent le phénomène. Or, il faut faire avec. Il est impossible d'interdire à un enfant de regarder la télévision sous peine d'en faire un marginal par rapport à ses copains de classe. Une autre position est préférable qui consiste à exiger que la télévision soit meilleure puisque, de toute façon, l'enfant est condamné à la regarder.

● **Royaliste:** Le titre de votre livre qui fait référence au phénomène du « zapping », ainsi que plusieurs allusions à des émissions des années 60, montrent que la télévision à laquelle vous vous attaquez est celle des années 80, alors que vous semblez chérir celle de votre enfance. N'avez-vous pas peur qu'on vous reproche une certaine nostalgie ?



**Ségolène Royal:** La nostalgie n'a rien de ridicule. Ce n'est pas parce qu'on est plus moderne qu'on est mieux qu'avant. La force d'une civilisation c'est notamment de faire le tri dans ce que le passé avait de bien. Ce que je reproche à la télévision c'est le manque de variété. Rien n'empêche, après un robot japonais, de rediffuser, par exemple, « bonne nuit les petits ». L'enfant regarde bien les vieux dessins animés de Mickey en noir et blanc et s'y intéresse. Pourquoi y a-t-il un tabou au sujet des créations françaises ? Tout cela est incompréhensible. Les enfants de ma génération, au moment de Noël, attendaient les émissions de télévision avec une certaine excitation, parce qu'ils savaient qu'elles seraient exceptionnelles. Cela fait un peu « mémé » de rappeler ses souvenirs, mais je suis persuadée que si l'on rediffusait « Belle et Sébastien » ou « Rusty et Rintin-tin », ils regarderaient, car ils n'établissent pas une hiérarchie entre le moderne et l'ancien. « Le chaperon rouge » est éternel, pourquoi « Bonne nuit les petits » serait-il dépassé par les événements ?

● **Royaliste:** Un chapitre de votre livre s'intitule « dix bonnes raisons de ne rien faire » ; cette attitude, adoptée dans d'autres domaines, notamment la politique économique et sociale, n'est-elle pas dans l'air du temps ?

**Ségolène ROYAL:** Effectivement, quel que soit le parti en place, il y a toujours une sorte de pesanteur que l'on subit. On se dit « c'est comme ça on n'y peut rien » et du même coup, on mésestime les capacités de changement. Ceci dit, la dégradation de la télévision à laquelle on assiste depuis quelques années est le résultat d'un choix idéologique. Que des chaînes privées existent, cela ne me dérange aucunement... il y a de la place, pour elles, sur le câble. Mais si elles accèdent au réseau hertzien, elles doivent avoir les mêmes obligations que les chaînes publiques.

A la fin de mon livre, je publie le cahier des charges des sociétés de programmes concernant la jeunesse: on constate qu'ils ont disparu pour les chaînes privées. Elles n'ont donc plus d'obligations qualitatives. Par ailleurs TF1 ne

respecte même pas les engagements pris en la matière au moment de l'attribution à Bouygues.

● **Royaliste:** Les chaînes de télévision françaises ou européennes ne sont-elles pas obligées de se soumettre au marché des programmes où les Japonais et les Américains imposent leur lois ? En d'autres termes, n'y a-t-il pas une contradiction entre télévision de qualité et télévision compétitive ?

**Ségolène ROYAL:** L'Europe peut aussi imposer sa loi. Il existe un marché qui réclame des programmes de qualité. La meilleure réponse à cela, se trouve dans les co-productions avec les Japonais, par exemple, qui sont capables de produire de très bonnes choses. Mais il ne faut pas faire de complexes culturels face à eux; ce genre d'attitude ne peut que nous conduire à acheter des fonds de tiroir. Alors qu'en conjuguant nos talents, on peut obtenir de bons résultats. La réussite de « Démetane, la petite grenouille », dessin animé franco-japonais, en atteste.

● **Royaliste:** Quelle pourrait être la télévision idéale pour les enfants ?

**Ségolène Royal:** Une télévision qui aurait pour objectif de ne pas les laisser passifs. La solution ne consiste pas dans l'élimination pure et simple des dessins animés, puisque les enfants aiment ça. Il faudrait simplement consacrer le même temps à la recherche d'« activités d'éveil », un peu comme ce que je décris dans mon livre, à propos de la BBC. Aujourd'hui, en France, les enfants ne savent plus rien faire de leurs dix doigts, ce sont des « pommes de terre de canapé » (« coucho potatoes ») comme disent les Américains. Une animation intelligente consisterait, entre deux dessins animés, à apprendre aux enfants à ouvrir un livre, à lire, à respecter les livres.

La télévision pourrait également leur apprendre à se comporter intelligemment devant elle: leur demander, par exemple, depuis combien de temps ils la regardent, s'ils n'ont pas mal aux yeux... On peut imaginer des tas de choses: les habituer à sortir, leur donner rendez-vous dans une demi-heure et leur demander de rapporter trois feuilles d'arbre...

Il ne faut pas négliger sa dimension pédagogique. Un dialogue à double sens entre la télévision et les enfants me paraît primordial pour les rendre actifs et leur inculquer la maîtrise de cet outil formidable. Voilà quelle pourrait être une télévision intelligente.

● **Royaliste:** Concrètement, que comptez-vous faire, dans l'avenir pour mettre en œuvre cette télévision intelligente ? Seriez-vous favorable à l'instauration d'une instance de régulation ?

**Ségolène Royal:** D'abord, j'ai besoin que mon livre soit un succès. Je le dit aussi brutalement parce que je crois que si les téléspectateurs pensent comme moi, c'est la meilleure façon de me manifester leur soutien. Je donne quand même mauvaise conscience car l'écho suscité par mon livre dans la presse écrite est très positif. Ensuite, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel m'a contactée pour que j'aie expliqué mon point de vue. Je compte bien m'y rendre. Je suis prête, enfin, à déposer une proposition de loi, si je sens qu'il y a du répondant.

Pour ce qui concerne une éventuelle instance de régulation, je m'en méfie, car dès que ce type d'instance est mis en place, le jeu consiste à en contourner les directives. Cela dit, je ne conteste pas qu'il y a un vide. Il faudrait, pour le combler, avoir la capacité politique de réunir les responsables de chaînes et de leur dire « vous avez six mois pour faire en sorte que les relations entre la télévision et l'enfant deviennent une priorité » et attendre de voir ce qu'ils sont capables de proposer. L'autodiscipline est encore la meilleure solution. Encore faut-il ne pas avoir affaire à des gens complètement cyniques, dont les promesses restent lettres mortes. Il faut se donner les moyens de contraindre les chaînes à respecter leurs engagements. Le problème réside dans le fait que même cette déclaration d'intention n'est pas manifestée, ni cette volonté, clairement affichée.

Propos recueillis  
par Patrice LE ROUE

(1) « Les enfants malades de la télé. Est-ce bien sûr ? » in *Télérama* du 18 novembre 1989.

(2) Ségolène Royal, « Le ras le bol des bébés zappeurs », *Robert Laffont*.

## Portrait

# Louise reine des Belges

Elle s'appelait Louise d'Orléans. Ses parents n'étaient autres que Louis-Philippe et Marie-Amélie. Devenue reine des Belges à vingt et un ans, elle fut une observatrice lucide de son époque.



**E**t pourtant, l'Histoire de France n'a retenu d'elle que ses larmes lorsqu'à Compiègne elle épousa en août 1832 (à 21 ans) Léopold de Saxe-Cobourg-et-Gotha, premier souverain de la Belgique indépendante. Les livres d'Histoire belges, pour leur part, s'en tirent généralement par une mention succincte comme «elle était bonne et pieuse»... Dans l'ombre de Léopold Ier, roi des Belges, Mia Kerckvoorde est allée à la rencontre de la reine oubliée, effacée et frêle derrière son «Léopich» de mari, introverti et autoritaire. «Louise, souligne l'auteur, était fort cultivée et dotée d'un sens aigu de l'observation que servaient une vive intuition et une fine connaissance de la nature humaine. Elle portait un regard éclairé sur l'univers politique».

Après s'être quelque peu perdu dans les jérémiades de la reine et les regrets de «sa chère patrie», le lecteur pénètre enfin dans les replis diplomatiques, politiques et humains d'une scribomanie à toute épreuve. On découvre alors une Louise lu-

cide et spontanée qui «dit toujours ce qu'elle pense sans (se) gêner», met en garde «Père», attaque Thiers ou prodigue quotidiennement à sa mère avis, réflexions et conseils relatifs à l'établissement de la dynastie des Orléans sur les trônes européens.

L'Europe est le terrain sur lequel s'exerce le talent épistolaire de la reine des Belges. Ne doit-on pas à la correspondance amicale qu'elle nouera avec la reine d'Angleterre, les prémices de l'Entente Cordiale ? Que ne ferait-elle pas pour la France où battait son cœur jusqu'à sa mort en 1850 ? Elle laissera un témoignage exceptionnel de la monarchie de Juillet dont elle fut le témoin objectif, de l'avènement au crépuscule, et brodera dans sa correspondance des tableaux vivants de l'Europe du XIXe, avec son clan Cobourg (le roi Léopold était l'oncle de la jeune Victoria), sa famille Orléans...

Et la Belgique ? Louise ne lui laissera qu'un roi, veuf pour la seconde fois, trois enfants Léopold, Philippe, et Charlotte, et à son peuple le regret de n'avoir pas su aimer de son vivant une reine douce et compatissante. «*Que ma vie soit longue ou courte, j'aurai toujours assez vécu si j'ai été bonne à quelque chose, ne fut-ce qu'un instant*» écrivait-elle dans son testament à Léopold. La première reine des Belges venait d'entrer dans l'Histoire, sur la pointe des pieds, comme elle avait vécu.

Frédéric DELPECH

Mia Kerckvoorde, *Louise d'Orléans, première reine des Belges*, Ed. Duculot, Prix franco 155 F.

## Japon

# La pudeur de l'histoire

Un journaliste américain tente de lever le voile sur les véritables responsabilités de l'empereur du Japon dans le déroulement de la guerre mondiale.



rionnette aux mains des militaires fanatiques. Non seulement l'Empereur était au courant de tout, mais en personnage méticuleux qu'il était, il veillait à ce que ne manquât aucun bouton de guêtres. Par prudence, Edward Behr préfère parler d'ambiguïté à propos de Hiro-Hito car, il est vrai, dans quelques circonstances, celui-ci a su mettre son poids dans la balance pour barrer la route aux jusqu'au-boutistes.

Alors, pourquoi la clémence américaine en 1945 ? Une sorte de raison d'Etat à l'échelle planétaire, nous explique l'auteur : à la veille d'une possible troisième guerre mondiale, il fallait éviter de déstabiliser de l'intérieur le Japon pour qu'il ne sombre pas dans le communisme et il fallait ménager un allié possible en cas de conflit avec Staline. Un bel hommage de Mac Arthur aux vertus de la monarchie nippone !

L'auteur (entre autres) de «Pu yi, le dernier empereur» a écrit ici un livre passionnant dans lequel on apprend au passage que, à la fin de la guerre, le Japon préparait une arme secrète contre les Américains... la bombe atomique(!) ou que les dirigeants nippons étaient prêts à un renversement d'alliances : un axe Japon-Union soviétique contre les Etats-Unis !

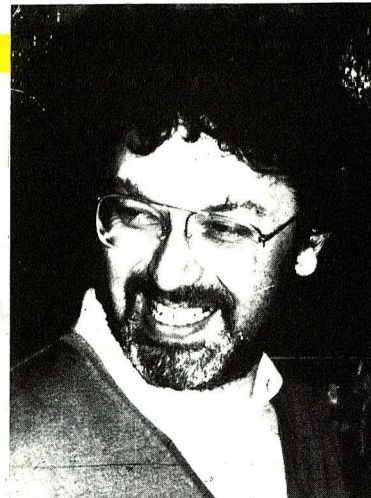
On regrettera peut-être qu'Edward Behr ne s'attarde pas sur la période d'après-guerre, car dans le domaine de l'expansionnisme économique, on peut supposer une certaine continuité avec la période militariste.

Christian MORY

Edward Behr, *Hiro-Hito, l'empereur ambigu*, Robert Laffont, 144 F franco.

## La politique selon Vaclav Havel

■ Gérard Leclerc



**L**es Essais politiques de Vaclav Havel ne sont pas sitôt parus que l'actualité semble brusquement les rendre obsolètes. Le dramaturge tchèque qui incarna si longtemps la résistance à l'oppression, n'y décrit-il pas avec profondeur le monde qui vient justement de s'effondrer en quelques jours ? Nous le voyons occupé à d'autres tâches que celles qui mobilisaient les hommes de la charte 77, dans leur défense des droits méconnus ou bafoués. Porte-parole d'un immense mouvement populaire, négociateur désigné par le passé proche et par la rue pour discuter les étapes du passage du totalitarisme à l'état de droit, le voici propulsé violemment à un autre versant de son existence. Il va falloir reconstruire, faire revivre, exercer enfin les responsabilités que l'univers gris d'hier avait pour fonction d'étouffer.

Pour autant, la compréhension de ce qui fut et le sens de l'engagement d'hier ne sont nullement indifférents à ce qui commence. Bien au contraire. Pour Vaclav Havel, le régime installé sur les ruines du printemps de Prague s'inscrit sans doute en antithèse de la démocratie pratiquée à l'Ouest, mais il n'est nullement étranger à l'Occident, puisqu'il constitue à certains égards *« comme un miroir grossissant de la civilisation moderne en son entier et une invitation pressante - peut-être la dernière - à une révision générale de la façon dont cette civilisation se conçoit »*. Diable ! Sans doute, discernera-t-on tout de suite dans pareil avertissement l'écho de l'analyse heideggerienne du monde de la technique et d'un rationalisme qui étouffe la vie humaine. Entre Michel Henry, sa dénonciation de la barbarie moderne et le dramaturge pragois désignant *« l'eschatologie de l'impersonnalité »* il y a plus qu'une parenté, un accord essentiel.

Ceux qui récusent a priori une telle approche feraient bien pourtant de faire le détour de la démonstration qui englobe à la fois la pratique quotidienne du totalitarisme et la tentative existentielle de lui échapper. Plutôt que de totalitarisme il convient pour l'auteur de parler de post-totalitarisme, le premier terme étant réservé aux méthodes coercitives brutales du tyran qui terrorise les populations. Le système qui s'instaure en Tchécoslovaquie dans les années soixante dix, s'éloigne graduellement de cette dictature de la force brutale. Des mécanismes d'une nature différente se sont établis, qui permettent une manipulation directe et indirecte de la société qui n'est plus à l'heure de l'enthousiasme révolutionnaire, de l'héroïsme et de l'esprit de sacrifice qui ont pu caractériser l'époque inaugurale du communisme. *« Concrètement, cela signifie que notre société voit s'imposer inéluctablement une hiérarchie de valeurs essentiellement semblable à celle des pays occidentaux développés (et la coexistence déjà longue avec le monde occidental ne fait qu'accélérer ce phénomène); cela signifie encore que de facto, il ne s'agit ici que d'une autre forme de la société industrielle de consommation, avec toutes les conséquences sociales et spirituelles que cela comporte. Si l'on ne tient pas compte de cette dimension, on ne peut pas comprendre la nature du pouvoir dans notre système »*.

Totalitaire, il le reste certes, mais d'une autre manière. *« Il y a un gouffre béant entre les inventions du système post-totalitaire et celle de la vie: alors que, dans son essence, la vie tend à la pluralité, à la variété, à l'autoconstitution indépendante et à l'auto-organisation, tout simplement à l'accomplissement de sa liberté, le système post-totalitaire exige au contraire monolithisme, uniformité et discipline. Alors que la vie cherche à créer des structures « improbables » perpétuellement nouvelles, le système post-*

*totalitaire impose au contraire les plus « probables »* ». L'idéologie joue un rôle fondamental pour diminuer le gouffre entre les intentions du système et celles de la vie. Par elle, le monde de l'apparence se présente comme la réalité et instaure l'illusion par le mensonge permanent. *« La répression de la culture est présentée comme son essor, l'élargissement de la zone d'influence impérialiste est présentée comme le soutien aux opprimés, l'absence de liberté d'expression comme la plus haute forme de liberté, la farce électorale comme la plus haute forme de démocratie »*.

Les individus ne sont pas obligés de croire en eux-mêmes, à la vérité de ce monde d'apparences. Ils ne s'en conforment pas moins à ce code obligatoire qui ritualise la société et lui fournit ses règles de jeu. Pour l'individu, c'est la dissolution dans l'anonymat et la routine. Zinoviev a bien étudié ce processus de constitution de l'homosovieticus, cette sorte de zombie incapable de jugement et de volonté. Havel insiste sur le rôle de la société de consommation qui opère sa jointure avec le régime de la dictature. L'effacement de l'intégrité spirituelle et morale va de pair avec la grisaille du monde morne et gris de la consommation, celle-ci fût-elle médiocre.

Les *« dissidents »*, notamment ceux de la charte 77 se sont inscrits dans l'opposition au post-totalitarisme, non comme d'abord une organisation directement politique, ou comme porte-parole d'une contre idéologie. Il ne s'agissait pas de concurrencer les hommes au pouvoir et d'instaurer les moyens immédiats d'une alternance. Les circonstances ne le permettaient pas et les faibles forces des signataires de la charte n'étaient pas en rapport avec de tels objectifs. Il s'agissait, comme l'affirmait le philosophe Jan Pavocka de se mettre en quête d'une solution éthique, en instaurant le primat de la conscience morale individuelle. Rendre crédit à la vérité dans le monde du mensonge, assumer sa liberté au sein de l'irresponsabilité bureaucratique, manifester la vie vivante dans l'atmosphère ouatée de la vie contrainte, autant de façons de se mettre au service d'une cause désintéressée, transcendante par rapport à la morne objectivité du système. Et celui-ci était défié dans sa légitimité, en même temps que dans son point faible, lorsque les dissidents s'accrochèrent à toutes les dispositions formelles du droit, qui avec eux retrouvaient un contenu, alors que le régime de la réglementation tatillonne était pris à son propre piège.

A l'heure où le post-totalitarisme s'effondre, nous mesurons mieux sa fragilité, ses propres agents incapables de résister, pour avoir eux-mêmes vécus dans le mensonge. Pour Havel et ses amis, la construction d'une démocratie va de pair avec la fidélité stricte à l'exigence éthique qui fut la marque première de leur résistance. Si l'Europe de l'Est a quelque chose à nous apprendre dans les grandes retrouvailles de la liberté, c'est bien cette affirmation concrète de la personne au-delà de tous les codes (idéologiques ou publicitaires), pour que tout retrouve du sens. La lutte contre le pouvoir impersonnel ne s'arrête pas avec la destruction du post-totalitarisme.

Gérard LECLERC

Vaclav Havel Essais politiques, préface de Jean Vladislav, Calmann-Lévy. Prix franco: 130 F.

## Roms

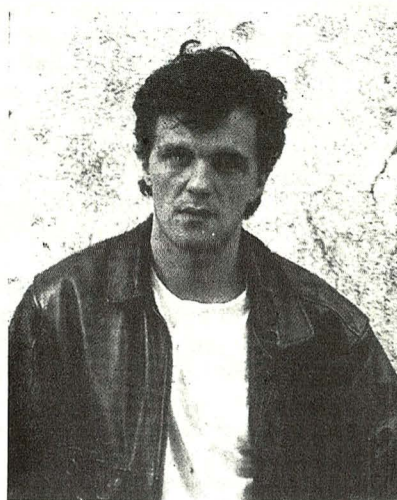
# Le temps des Gitans

Avec cette nouvelle version d' *Affreux, sales et méchants* Emir Kusturica, palme d'or à Cannes en 1985 pour *Papa est en voyage d'affaires*, confirme ses talents de cinéaste et de sociologue de la société yougoslave.

**L**e temps des Gitans annonce dès le premier plan - un long plan-séquence au cours duquel la caméra semble se déplacer au gré de ses humeurs - ce que va être le film: un voyage à l'intérieur d'une communauté gitane. Il invite le spectateur à en découvrir les mœurs, la mentalité, les principes, le mode de vie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, son film n'est ni un documentaire, ni le mélange avec la réalité qui aurait consisté à faire interpréter une fiction à caractère social par les principaux intéressés. *Le temps des Gitans* est un film de fiction à part entière, au cours duquel un réalisateur dirige avec une parfaite maîtrise des acteurs qui ne se contentent pas de reproduire, devant la caméra, ce qui constitue leur quotidien mais qui jouent, véritablement, la comédie.

Le point de départ du scénario, Kusturica l'a trouvé dans une coupure de presse relatant la vente d'enfants. Le premier cinéaste venu s'en serait contenté et aurait construit son film autour du fait divers. L'originalité de Kusturica réside dans la volonté d'aller plus loin et le désir de comprendre les raisons qui aujourd'hui en Yougoslavie peuvent pousser des Gitans à vendre leurs enfants. D'où la nécessité de les regarder vivre.

Cette quête aboutit à un film baroque, composé de bric et de broc. Le sujet tend vers le mélodrame classique, mais contrebalancé par une structure insaisissable et une approche personnelle du sujet. Tantôt cinéphilique par ses références à



■ Emir Kusturica.

la nouvelle vague, à Orson Welles, à Rossellini ou aux frères Taviani; tantôt politique lorsque Kusturica tourne en dérision à la fois le modèle yougoslave et le régime capitaliste, tous deux en porte à faux en regard des préoccupations de ses personnages; tantôt sociologique ou ethnologique non seulement quand il s'intéresse au mode de vie des Gitans, mais aussi quand il s'attarde sur leur relation avec tout ce qui ne fait pas partie de leur univers.

Avec ce second film Emir Kusturica confirme qu'il fait partie des grands du cinéma européen. Un cinéma qui, selon un principe maintes fois énoncé, prend une dimension d'autant plus universelle qu'il s'enracine plus profondément dans une tradition locale.

Nicolas PALUMBO

## Dérangeant

# Bram Van Velde (1)

Les grandes œuvres ont ceci d'exaltant, qu'elles lèvent un désir de parole, libèrent un commentaire, placent le regard en position ouverte de dialogue. Or Bram Van Velde me figeait dans l'impuissance de rien dire, sans que je comprisse pourquoi: je voyais de la peinture, je ne voyais pas son sens.

**J'**ignorais que ce malaise me situait au cœur d'une vie, dans la vérité d'une œuvre. Car ce que montre à l'évidence la première grande rétrospective consacrée au peintre depuis sa mort, c'est que Bram, parti de l'expressionnisme et de son cri d'accusation, trouve, après avoir rapidement traversé le cubisme, le style de l'impasse: de la fin des années trente à sa mort, en 1981, il dit, dans le même geste obsessionnel, dans la répétition, dans la monotonie accablante, avec une lenteur empruntée à la géologie, qu'il n'y a rien à dire.

Bram Van Velde peint l'impossibilité de peindre. Dès lors notre regard s'arrête sur le tableau: celui-ci fait barrière et n'ouvre sur aucune profondeur de sens. De même que son ami Beckett, Bram a donné de l'œuvre une définition par défaut: le tableau est ce qui reste lorsque le regard, dépouillé de sa mémoire, s'est fait monde à force de voir le monde: il ne dit plus que le dur désir de dire, antérieur au sens, point final et inaugural de la quête de l'esprit où se retrouvent dans le même dénuement les pièces essentielles de notre Musée imaginaire.

Il commence lorsque, dans une écrasante misère, il rompt avec le style de la représentation: car la représentation, fût-ce dans l'intolérable, n'est jamais soit qu'une concession au séduisant désir du sens, un piège, - un masque - ou bien au mieux qu'une métaphore qui agrémentement l'horreur de la mort au travail sur les corps et les visages: de toute façon une illusion.

Il faut circuler dans cette exposition, tourner en rond, revenir au point de départ: il est évident alors que l'artiste a approfondi la vérité d'accusation de l'expressionnisme de sa jeunesse en le débarrassant de son pathos.

Je ne connais pas d'œuvre plus déconcertante parce qu'elle ne se rattache à aucun système, à aucune philosophie ni à aucune esthétique établie, fût-elle négative, protestative, révolutionnaire. Ignorée longtemps du vivant de son créateur, elle ne concède qu'au silence. Elle ne séduit pas, ou peu. Elle est là, n'offrant aucune aspérité, aucune prise au concept, - elle déserte les mots, insaisissable, dérangement et partant essentielle.

Alain FLAMAND

Pour Bram l'aventure de l'art

(1) Exposé au Centre Georges Pompidou, jusqu'au 31 décembre 89.

Jeune ?

Prends contact avec  
«Jeune et Royaliste»

## MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22F).

● **Mercredi 13 Décembre** - Grève des infirmières, des transports en commun... Chacun peut constater aujourd'hui les effets de la dérive de la puissance publique. Y a-t-il encore un pilote dans l'avion de l'Etat ? Sa modernisation nécessaire est certainement le grand enjeu du second septennat de François Mitterrand. Tel est l'objet de «**L'impuissance publique**», le dernier livre de **Nicolas BAVEREZ** et **Denis OLIVENNES** que tous deux viendront nous présenter.

● **Mercredi 20 Décembre** - On a quelques peine à suivre les bouleversements accélérés qui surviennent en Europe de l'Est et qui modifient aujourd'hui profondément la donne de la géopolitique européenne et même mondiale. Comment les analyser ? Quelle évolution est prévisible ? C'est à **Alexandre ADLER**, spécialiste de politique étrangère à «Libération» que nous avons fait appel pour éclairer notre lanterne sur ce sujet.

● **Mercredi 27 Décembre** - Pas de réunion en raison des fêtes.

## NORD - PAS-DE-CALAIS

Dîner-débat autour de Bertrand Renouvin, le **jeudi 14 décembre** à Lille. Il aura lieu au restaurant «Le Meunier», 15 rue de Tournai, à 20 h (prix du repas 110 F, étudiants et chômeurs 90 F). Il est nécessaire de s'inscrire à l'avance en téléphonant au journal au (1)42.97.42.57.

## VENDÉE

Conférence de **P. et P. Girault de Coursac** sur le thème «Louis XVI a la parole» organisée par «Les amis de l'Histoire», le **jeudi 14 décembre** à 20 h 30. La conférence se tiendra à l'auditorium du Conservatoire Place Napoléon, à La-Roche-sur-Yon.

# JEUNE ET ROYALISTE

## ILS SONT PARUS !

Enfin, les autocollants «JetR» sont parus. Cinq modèles pour faire bonne mesure dont deux fac-similés de l'affiche. Tricolores, bicentenaire oblige, ils reprennent sous divers formats et divers styles, les quatre thèmes qui font notre mouvement: Jeune, Royaliste, Démocrate et Comte de Paris. A vos plumes, dites-nous ce que vous en pensez. La critique constructive n'a jamais fait de mal à personne. Elle nous servira pour les prochains.

*Jeune Royaliste et Démocrate*



17 rue des Petits Champs  
75001 Paris  
Minitel 36.15 Agie \* NAR



*Plus loin avec le Comte de Paris!*

*Jeune et Royaliste*  
17 rue des Petits Champs  
75001 Paris Minitel 36.15 Agie \* NAR

## 50% DE REDUCTION A L'ABONNEMENT A ROYALISTE

Vous avez moins de 20 ans, alors jetez-vous sur votre papier à lettre, plongez sur la photocopieuse une pièce d'identité à la main, brisez votre goret de céramique et profitez de l'offre spéciale moins de 20 ans. En effet, pour tous les «teen» (du français teenagers bien sûr !) 50% de réduction sur l'abonnement d'un an au sublime journal «Royaliste». Alors qu'un mot, qu'un geste: abonnez-vous: 110 F pour un an.

## TARIF franco des autocollants "JetR":

Grand format : 50 ex.: 29 F - 100 ex.: 54 F - 200 ex.: 90 F.

Petit format : 50 ex.: 19 F - 100 ex.: 29 F - 200 ex.: 53 F.



*Jeune et... Royaliste*

17 rue des Petits Champs  
75001 Paris  
Minitel 36.15 Agie \* NAR



## NOS CHERS CORRESPONDANTS ...

Huit, ils sont huit pour l'instant à avoir dit OUI. Oui, j'aimerais être correspondant pour «JetR» dans mon département. Huit à avoir reçu l'aval de la Coordination Nationale et qui représenteront demain, le mouvement jeune dans les départements et régions suivantes :

Ile-de-France avec Valérie Paris

Isère avec Olivier Tupet

Aube avec Eric Cardinael

Indre-et-Loire avec Hervé Reynier

Côte-d'Or avec Valérie Cécina-Coppée

Sarthe avec Ludovic Schmitt

Marne avec David-Alexandre Grumelier

Puy-de-Dôme avec Olivier Bianchi.

Dans un prochain numéro de Royaliste, nous indiquerons les coordonnées auxquelles il sera possible de les joindre directement. En attendant, pour tout contact écrivez directement au siège du mouvement jeune. Mais si vous le désirez, vous pouvez aussi devenir correspondant, c'est-à-dire représenter le mouvement jeune dans votre département, animer l'équipe locale ou contribuer au développement local de «JetR». Ecrivez nous, nous vous enverrons par retour du courrier la charte qui établit les rapports entre la coordination nationale et les correspondants. Vous apprendrez comme cela toutes les facilités qu'offre le siège à l'implantation, au développement et à l'animation d'une section locale.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

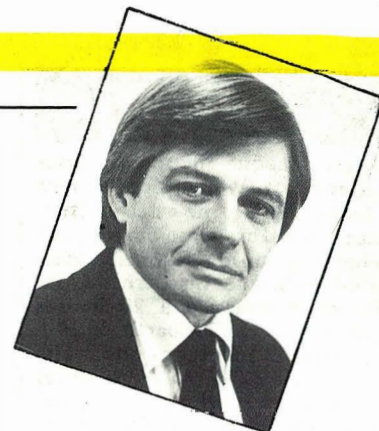
Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



## L'avenir des communistes

**S'**interroger sur l'avenir des communistes français peut sembler absurde au moment où la faillite de leur modèle politique n'est même plus discutée. La question est pourtant pertinente si l'on prend soin d'établir deux distinctions :

- L'effondrement du système communiste (dictature d'un parti unique, au nom d'une idéologie totalitaire vécue comme religion puis utilisée comme instrument de domination) ne signifie pas nécessairement la disparition politique, dans notre pays, des hommes et des femmes qui, selon l'expression de Pierre Daix, « ont cru au matin » (1).

- Ces communistes français doivent être distingués de la direction du Parti communiste, en clair de Georges Marchais et de son carré de fidèles dont l'aveuglement est, à plus ou moins long terme, suicidaire. Mais, encore une fois, demeurent parmi nous des citoyens qui sont les héritiers d'une tradition (c'est-à-dire d'une pensée, d'un mode de présence dans la vie publique, d'une mémoire et d'un projet), qui en assument les dévoiements et les échecs, mais qui tentent d'être fidèles à eux-mêmes.

### PRECISIONS

**D**e notre part, ces remarques peuvent paraître étranges. Précisons qu'elles ne sont inspirées ni par la démagogie, ni par je ne sais quelle sollicitude mielleuse. Nous nous sommes opposés au marxisme à l'époque où cette idéologie était encore dominante, et nous avons contesté le Parti quand il était encore entouré d'une crainte respectueuse. C'est dire que nous n'avons pas de leçons à recevoir des anticommunistes obsessionnels, ni des repentis qui font la surenchère. Rappelons aussi que notre opposition à la doctrine et à la politique du Parti communiste fut toujours seraine : tout en insistant sur le fait que les communistes étaient des Français comme les autres (ce qui faisait scandale il y a quinze ans) nous avons démontré, dès le début des années soixante-dix, que le P.C. était entré sur la voie du déclin. Enfin et surtout, il est dans la nature des royalistes de s'interroger sur les traditions politiques nationales : l'arbitrage royal que nous

souhaitons suppose que ces traditions soient comprises et écoutées, donc reconnues et clairement situées. L'oubli ou le mépris de l'une d'entre elles ne saurait y prédisposer.

Cela dit, quel est aujourd'hui l'état d'esprit des communistes ? On imagine, on constate en les écoutant, l'ampleur du drame qui résulte de l'effondrement, brutal et irrémédiable, de leur croyance, de leur dogme et de leur modèle de référence. Faut-il dire que c'est bien fait pour eux, qu'ils n'avaient qu'à regarder et à réfléchir ? Certes, depuis la répression de l'insurrection hongroise, les communistes ne manquaient pas d'éléments pour juger et conclure à la faillite de leur idéal. Beaucoup l'ont fait, avec lucidité et courage. D'autres sont restés, qu'on ne peut considérer comme autant d'opportunistes et de lâches : ce serait faire trop bon marché du poids des amitiés, des souvenirs et des combats communs - n'oublions pas la Résistance - de la force de l'engagement dans des luttes pour l'amélioration immédiate de la condition ouvrière, de l'espoir d'une transformation du Parti par lui-même... Après tout, l'exemple du parti communiste italien montre qu'un tel espoir n'était pas insensé, dès lors qu'une direction intelligente se montrait décidée à accomplir les évolutions nécessaires.

### HYPOTHESES

**E**t maintenant ? La situation des communistes français est assurément critique : un secrétaire général discrédité, un parti à la dérive, et jusqu'au mot communisme qui est devenu synonyme de tyrannie et de misère. Dans de telles conditions, une œuvre de rénovation ou de reconstruction est-elle encore envisageable ? Les deux stratégies possibles se heurtent à de sérieux obstacles :

- une conquête de la direction du parti par l'opposition interne est, de l'avis des connaisseurs, très difficile en raison du « verrouillage » de l'appareil par Georges Marchais.

- la reconstruction du Parti de l'extérieur paraît quant à elle mal engagée en raison de la faiblesse et de la dispersion des initiatives, face au poids de l'institution partisane.

En outre, les opposants communistes à Georges Marchais n'ont pas encore trouvé la figure qui pourrait définir une stratégie et donner sens à un nouveau projet, alors que le temps leur est compté.

Il n'est donc pas impossible que la tradition communiste instituée soit réduite à l'état de secte, survive à la manière de la tradition radicale, et que beaucoup de ses héritiers aillent rejoindre, comme tant de leurs frères ennemis trotskystes, les rangs du parti socialiste. Cette dernière solution serait aussi pitoyable que les autres car l'adhésion à un parti socialiste ravagé par ses guerres intestines ne peut être aujourd'hui qu'un geste de désespoir.

Et pourtant... Pourtant il y a dans la tradition communiste concrètement vécue des valeurs qui méritent d'être sauvées, repensées et inscrites dans un projet politique. Il y a une tradition communiste antérieure au bolchévisme qui tentait de défendre ou d'organiser les communautés de travailleurs face à l'individualisme libéral et contre la violence de l'économie. Il y a dans Marx une critique du règne de la marchandise qui mériterait d'être relue. Il y a dans la tradition communiste un souci de justice dans la société, de la dignité de l'homme, et un patriotisme qui s'est manifesté de manière éclatante dans la Résistance...

Les communistes savent aujourd'hui que leurs valeurs ont été détournées, subverties et abolies par les dictatures dont ils se réclamaient. Il leur appartient maintenant de comprendre pourquoi, et de montrer comment ils peuvent, à partir d'une critique sociale renouvelée et selon leurs valeurs originelles, servir la société et les hommes qui y vivent sans prétendre les dominer. A ces conditions, et au regard des injustices dans notre société, un avenir est possible pour le communisme même si le mot, aujourd'hui sinistre, doit être abandonné.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Pierre Daix, *J'ai cru au matin*, (Laffont 1980) ainsi que Philippe Robrieux, *Notre génération communiste* (Laffont 1977) et Roger Pannequin, *Ami si tu tombes* (Sagittaire 1976) et *Adieu camarades* (id. 1977)